

# Le New Deal agricole

*par Federico D'Onofrio*

---

**Dans *La Politique du Blé*, Alain Chatriot retrace le débat politique qui a accompagné la naissance de l'Office Interprofessionnel du Blé, établissement public créé en 1936 par le gouvernement de gauche au pouvoir en vue d'une stabilisation du prix du blé – et contribue ainsi à l'étude des interventions étatiques sur les marchés agricoles.**

---

Recensé : Alain Chatriot, *La politique du blé : crises et régulation d'un marché dans la France de l'entre-deux-guerres*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, 2016.

Chez les historiens de l'économie, les conséquences de la crise agricole du début des années 1930 font toujours l'objet de débats. Mais il est certain que l'effondrement du prix des denrées alimentaires, dont le marché est mondial depuis 1870, a provoqué des réactions en partie similaires en Europe et aux États-Unis, et relancé une réflexion sur le rôle de l'État dans l'économie. Dans un ouvrage récent sur le New Deal, Kiran Klaus Patel montre ainsi à quel point les politiques agricoles américaines ont été élaborées dans un processus de dialogue complexe avec les politiques publiques d'autres pays, et comment elles ont été façonnées par des débats sur les « ismes » (communisme, fascisme, libéralisme...) si caractéristiques de l'entre-deux guerres<sup>1</sup>. De nombreux articles et ouvrages ont également abordé le rôle joué par des organisations internationales, telles que la Société des Nations, qui tentèrent de coordonner la réaction à la « crise agricole », comprise comme une dimension spécifique de la dépression économique plus large des années 1930<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Kiran K. Patel, *The New Deal: a Global History*, Princeton University Press, 2016.

<sup>2</sup> Voir par exemple l'article de Ruth Jachertz et Alexander Nützenadel, „Coping with hunger? Visions of a global food system, 1930–1960”, *Journal of Global History* 6, n.1 (2011), pp. 99-119, ainsi que celui de Amrith, Sunil S. et Patricia Clavin, „Feeding the World: Connecting Asia and Europe”, *Past and Present* (2013) 218 (suppl 8), pp. 29-50, consacré à la politique alimentaire internationale dans les années 1930.

## Réorganiser le marché

Un précédent volume, édité par Alain Chatriot en collaboration avec E. Leblanc et E. Lynch, consacré au commerce du grain durant la période de l'entre-deux guerres, traitait déjà de la question de la réorganisation du marché du blé dans différents pays<sup>3</sup>. Dans *La Politique du Blé*, il n'est question que de la France. Comment une politique publique aussi controversée que l'Office du Blé est-elle devenue un élément fondamental de l'agriculture française ? Par quel processus l'Office du Blé s'est-il mué en acteur reconnu de la modernisation agricole française, alors qu'à ses débuts, les organisations agricoles s'y étaient opposées violemment – car elles craignaient qu'il n'annonce une collectivisation sur le modèle soviétique, et que leur résistance avait duré plusieurs années ? *La Politique du Blé* commence par décrire en détail la création de l'Office du Blé dans les années 1930 (première partie du livre), puis retrace ses premières années d'existence, jusqu'à la défaite française lors de la Deuxième Guerre mondiale (deuxième partie).

Tout au long de 500 pages denses, Chatriot reconstruit les positions des différents acteurs sociaux et politiques qui sont intervenus dans le débat sur le blé des années 1930. Il choisit de faire débiter son étude au début des années 1930, quand la France, malgré la foi de ses dirigeants en sa bonne santé économique, est touchée par la crise économique mondiale et la dégringolade des prix des denrées agricoles. Le blé était une denrée mondialisée depuis le 19e siècle, et les prix français suivaient les tendances des marchés mondiaux de Londres et de Chicago. Chatriot décrit la réaction presque paniquée des producteurs de blé, et les rapports complexes qui s'établirent alors entre le gouvernement, les producteurs, les meuniers, les commerçants et les partis qui siègent au Parlement. L'idée d'un contrôle de l'État suscitait une forte réticence, notamment dans un secteur comme l'agriculture, qui avait été très peu touché par les phénomènes de fusions et de cartellisation caractéristiques du secteur industriel. En 1930, le secteur agricole était encore largement composé d'une myriade de fermiers sans représentation politique, ce qui lui donnait un poids politique considérable, en particulier dans les pays démocratiques. En conséquence la rationalisation et la modernisation de ce secteur constituaient un enjeu essentiel pour la plupart des sociétés européennes dans l'entre-deux guerres<sup>4</sup>. Le blé étant un produit essentiel pour la plupart des fermiers, beaucoup de pays firent de la régulation de sa production et de son commerce le noyau de leurs politiques agricoles, tout en ayant recours aux engrais et aux machines pour augmenter la production et à la nouvelle technologie des silos pour améliorer le stockage et le transport.

Les pays démocratiques adoptaient généralement le concept de monopole beaucoup plus lentement que les pays autoritaires – malgré leur expérience de la planification militaire

---

<sup>3</sup> Il s'agit de l'ouvrage édité par Alain Chatriot, Edgar Leblanc et Edouard Lynch, *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs, des années 1930 aux années 1950*, Armand Colin, 2012.

<sup>4</sup> La question de l'intégration de l'agriculture dans les sociétés industrielles de la première moitié du 20e siècle fait l'objet d'un ouvrage collectif, édité par Peter Moser et Tony Varley, *Integration through Subordination. The Politics of Agricultural Modernisation in Industrial Europe*, Brepols, 2013.

pendant la Première Guerre mondiale. Au début des années 1930, la proposition des Socialistes de créer un monopole d'État du blé avait fait son apparition dans le débat -- mais sauf chez les Socialistes, elle n'était évoquée que comme repoussoir. D'après Chatriot, avant la victoire électorale du Front Populaire en 1936, un monopole de l'État sur le blé était une idée presque inconcevable pour les producteurs, les meuniers et les commerçants. Ils ne l'envisageaient que comme une évolution potentiellement désastreuse du contrôle des prix qui avait été imposé au début des années 1930. Mais après les très bonnes récoltes de 1938, les producteurs de blé commencèrent à penser que l'Office du Blé était un moindre mal.

## Changements d'opinions et contexte international

L'ouvrage de Chatriot cherche principalement à montrer comment le débat entre les experts (particulièrement les experts juridiques), les organisations commerciales (les chambres de commerce, les associations de producteurs, etc) et les hommes politiques a progressivement changé de tonalité, sous la pression de la chute des prix à l'échelle mondiale et de l'émergence de coalitions politiques nouvelles. Pour ce faire, l'auteur exploite d'innombrables sources, de la presse spécialisée des professions concernées à des thèses de droit, en passant par des archives préfectorales ou encore des séances parlementaires. Cette richesse documentaire constitue sans doute l'atout majeur de l'ouvrage, aussi « savoureux à lire que l'Officiel au lendemain d'un débat parlementaire passionné » (pour reprendre les termes dans lesquels une revue agricole décrit en 1937 ce que lui inspire la législation sur les prix du blé). Comme le précédent ouvrage de Chatriot sur le Conseil National Économique<sup>5</sup>, ce livre est un point de départ incontournable pour les historiens de la société française et de la création de la politique économique des années 1930. Les documents que Chatriot présente aux lecteurs pourraient être très utiles pour resituer les débats entre les alternatives idéologiques des années 1930 (soviétisme, agrarianisme, capitalisme, corporatisme etc) dans le fonctionnement concret des institutions françaises et des acteurs de la société.

Ces termes sont constamment évoqués et invoqués dans les documents cités dans l'ouvrage ; ces sources comparent ainsi régulièrement la situation française avec celles d'autres pays. La peur du communisme semble être largement répandue ; mais on trouve également de nombreuses mentions du corporatisme italien, ainsi que des références aux manières diverses dont les autres pays ont géré la question de la surproduction de denrées agricoles. Malgré la richesse de la documentation dont il dispose, Chatriot évite d'aborder directement le débat intellectuel entre les différents « -ismes », et affirme que c'est « l'héritage institutionnel français qui importe en ce qui concerne la création de l'Office du Blé » (p.307). On peut déplorer que cette question n'ait pas été explicitement abordée – elle tient dans

---

<sup>5</sup> Alain Chatriot, *La démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil National Economique, 1924-1940*, Paris, La Découverte, 2002.

l'ouvrage en deux lignes et une note de bas de page –, d'autant que si plusieurs ouvrages récents s'intéressent aux politiques agricoles d'un point de vue idéologique, il existe très peu d'études sur le cas français abordé sous cet angle<sup>6</sup>. Quoi qu'il en soit, Chatriot souligne « l'insularité » relative des pratiques administratives françaises, demeurées insensibles à la séduction des modèles étrangers. Pourtant, les sources qu'il cite établissent explicitement une continuité entre les politiques de l'entre-deux guerres et la période de la guerre. Compte tenu du degré élevé de coordination des Alliés dans le domaine de l'approvisionnement, il semble plausible que des formes d'échange ou de contamination aient alors pu se produire. Par ailleurs, comme évoquée plus haut, la crise des prix des denrées agricoles était un phénomène mondial qui entraînait une réaction tout aussi mondiale : les conférences internationales sur le blé organisées par la Société des Nations en sont un bon exemple. Ces conférences, auxquelles participaient des diplomates et des experts économiques français, aux côtés des experts de l'Institut International de l'Agriculture et de la Société des Nations, jouèrent bientôt le rôle de vitrine pour les politiques nationales des différents pays. À quel point les acteurs français étaient-ils vraiment isolés du débat international ? Cela ne signifie pas cependant que Chatriot a tort de penser que les responsables politiques français n'avaient qu'une connaissance superficielle des expériences menées hors de leurs frontières, et ne les mentionnaient qu'à titre d'artifice rhétorique.<sup>7</sup>

## Quels facteurs ont influencé l'opinion des acteurs ?

*La Politique du Blé* ressemble un peu à *Rashomon*, le chef-d'œuvre d'Akira Kurosawa, dans lequel chaque personnage raconte l'histoire d'un meurtre tel qu'il ou elle l'a perçu. En tissant habilement une série de citations, l'ouvrage laisse presque les acteurs du processus de prise de décision « parler d'eux-mêmes » et exprimer leurs différents points de vue sur l'économie du blé français. Ce choix se justifie : les hommes d'affaires et les dirigeants politiques prenaient leurs décisions sur la base de ce qu'ils croyaient savoir de la situation économique, non de nos reconstructions hypothétiques des tendances économiques de l'époque. Mais il est dommage que les seules sources citées dans le livre sur la situation économique des campagnes françaises soient les rapports envoyés par les préfets au ministère de l'Intérieur. Les statistiques étaient pourtant largement utilisées à l'époque, et une analyse de leurs résultats aurait pu renforcer les arguments de l'auteur. Certes, si l'auteur avait analysé en détail les techniques d'estimations de la production française de blé et des index de prix utilisés pour démontrer la chute des prix de vente et la hausse des coûts à l'investissement, il

---

<sup>6</sup> En plus de l'ouvrage de Patel mentionné plus haut, on pourra consulter le recueil édité par Lourenzo Fernandez-Prieto, Juan Pan-Montojo et Miguel Cabo, *Agriculture in the Age of Fascism : Authoritarian Technocracy and Rural Modernization, 1922-1945*, éditions Brepols, 2014.

<sup>7</sup> Il répond ainsi à la position défendue par Fritz Georg von Graevenitz dans son article « L'Europe comme modèle de l'Office du Blé? Les origines et conséquences nationales de l'organisation internationale des marchés agricoles (1927-1939) », publié dans le recueil dirigé par Alain Chatriot, Edgar Leblanc et Edouard Lynch, *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs, des années 1930 aux années 1950*, Armand Colin, 2012.

aurait probablement alourdi son livre de détails longs et fastidieux. Mais l'ouvrage en aurait bénéficié : il aurait été utile d'avoir plus de précisions sur les chiffres que connaissaient réellement les acteurs, et les lecteurs auraient aussi mieux compris pourquoi les agriculteurs finirent par accepter l'idée de l'Office du Blé s'ils avaient eu plus d'éléments sur les tendances économiques que vivaient les acteurs politiques.

Chatriot ne mentionne pas non plus les contraintes financières qui ont affecté le fonctionnement de l'Office tout de suite après sa création en 1936. Les chapitres 5 et 6, consacrés à l'activité de l'Office, ne s'attardent pas sur le fonctionnement de la taxe imposée sur les producteurs ni sur le budget de l'Office. Pourtant, le lecteur pourrait trouver utile de savoir que l'Office coûtait très cher à l'État ou que ses frais de fonctionnement étaient majoritairement couverts par la taxe imposée aux producteurs. Bien sûr, ceci n'était pas l'objet de cette étude déjà imposante, et il reste à espérer qu'elle inspirera d'autres chercheurs à explorer les détails de l'activité de l'Office. Les contraintes financières font partie intégrante de la genèse de toutes les politiques publiques ; en tant que telles, elles méritent une attention particulière.

Mais la richesse de ce livre réside dans la rigueur et la minutie implacable avec lesquelles l'auteur décrit les positions de très nombreux acteurs. Chatriot ne se contente pas d'étudier la constitution d'une coalition politique, ni de décrire des pratiques administratives – il s'efforce de réaliser un travail pionnier de sociologie historique de l'État. Même si le lecteur peut parfois se perdre dans les détails, personne avant Chatriot n'avait rassemblé dans un livre une telle richesse documentaire sur la genèse de l'Office national interprofessionnel du blé – qui influença longtemps non seulement les politiques agricoles françaises, mais aussi la Politique Agricole Commune Européenne. En tant que tel, ce livre constitue une référence incontournable de l'histoire agricole française de l'entre-deux guerres (la bibliographie qui clôt le livre est à elle seule une réussite scientifique). Mais cet ouvrage appelle aussi à entamer de nouvelles recherches sur la dimension économique des politiques des années 1930.

Première publication dans Books&Ideas, le 30 mars 2017. Traduit de l'anglais par Claire Richard avec le soutien de la Fondation Florence Gould

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 28 juin 2017.